

# Bois, c'est du belge

Articles

Le 1er avril 2006 |

**Une histoire belge. Une **multinationale** de la bière fait un milliard d'euros de bénéfices en 2005. Quelques grandes familles bien belges sont les principaux **actionnaires** de l'entreprise. Le quartier général de la multinationale est en Belgique. Et pourtant cette multinationale supprime, en quelques mois, plus de 400 emplois dans notre pays. Elle délocalise. Une histoire belge ? Non ! Une histoire de la **mondialisation**.**



Inbev a produit 20 milliards de litres de bière en 2005 - Photo : Flémal Pils Stella ou Jupiler, blanche de Hoegarden, Leffe blonde, scotch CTS ou gueuze Belle Vue,... Voilà de quoi profiter du printemps à une terrasse de bistrot. En dégustant avec modération une de ces bières, pourquoi ne pas parler de la multinationale qui fait cette boisson bien de chez nous ? Une conversation de bistrot qui, à défaut de refaire le monde, au moins en parlerait. Cette multinationale, parlons-en, c'est Inbev.

## Histoire belge

Inbev est une entreprise belgo-brésilienne depuis 2004. Avant cette date, c'était un groupe belge. Interbrew, né aussi d'une fusion en 1987. Une fusion entre la brasserie Piedboeuf et le groupe Stella Artois. Fusion après fusion, Inbev est aujourd'hui le n° 1 de la bière en Belgique et dans le monde. 20 milliards de litres produits en 2005. Plus de 200 marques de bière vendues dans 120 pays du monde. Ses bénéfices ne se portent pas mal non plus : 1 milliard d'euros en 2005. En plus, pour la Belgique, Inbev n'est pas une multinationale comme les autres. Les principaux actionnaires sont des grandes familles belges liées à l'histoire de la brasserie. Un ancien Premier ministre, Jean-Luc Dehaene, est lui aussi actionnaire. Malgré tout cela, Inbev licencie, en quelques mois, plus de 400 de ses 2 400 travailleurs en Belgique.

En octobre, Inbev annonce une première vague de licenciements : 45 personnes à Louvain, la ville historique de Stella Artois. En décembre, 2e vague de licenciements : 230 emplois dans ses 4 usines de production du pays. Fin février, 3e vague : 150 emplois supprimés à Jupille, la ville de la Jupiler. C'est la goutte qui fait déborder le vase. Les syndicats et des hommes politiques dénoncent les licenciements. Les syndicats européens ont organisé une

manifestation européenne fin du mois dernier. Le ministre de l'économie et de l'emploi en Wallonie, Jean-Claude Marcourt, a déclaré dans la presse : « La démarche d'Inbev est strictement capitaliste et la motivation purement financière. » Les mots sont lâchés : capitalisme et finance. Voilà, semble-t-il, ce qui fait tourner le monde.

## **Histoire du monde**

Du côté d'Inbev, les licenciements sont les simples conséquences des restructurations, des réorganisations de l'entreprise. Des réorganisations qui ont une logique : diminuer au maximum les coûts. Pour diminuer au maximum les coûts, on regroupe. Si cela ne suffit pas, on délocalise. C'est ce qu'Inbev fait. Cent cinquante emplois sont supprimés à Jupille parce que des services comptables et administratifs vont être transférés en Hongrie et en République tchèque. Deux pays qui viennent d'entrer dans l'Union européenne. Ce n'est pas nouveau.

Depuis plusieurs années, beaucoup de délocalisations se font à l'intérieur des frontières de l'Union. C'est pourquoi, notre ministre de l'emploi en appelle à l'Union européenne et aux Etats membres. Jean-Claude Marcourt demande une loi européenne sur les délocalisations à l'intérieur de l'Union. Citons encore le ministre : « Les Etats membres de l'Union doivent décider s'ils veulent continuer à faire de l'Europe un champ de bataille économique sans foi et avec peu de lois ou s'ils veulent créer une communauté politique capable de jouer un rôle efficace dans la mondialisation. »

**Thierry Verhoeven**

*Le texte complet de Jean-Claude Marcourt est une Carte blanche du journal  
Le Soir, on peut le consulter sur le site du Ministre : <http://marcourt.wallonie.be/>*